



INTERNATIONAL

www.faai.ch



2024

RAPPORT

ENFANT

SOMMAIRE

Éditorial

p.3

La Fondation

p.4

Protection de l'enfance

p.6

Insertion et entrepreneuriat

p.12

Accompagnement des familles et soutien à la parentalité

p.18

Plaidoyer international

p.20

Remerciements

p.26

Conseil de Fondation

p.26

Rapport financier

p.27

Enfants accueillis au centre de l'association Graines de Bitume, atelier couture - Antananarivo, Madagascar

©Viviane Rakotoarivony/Apprentis d'Auteuil



COUVERTURE/JOURNÉE INTERNATIONALE DES
DROITS DE L'ENFANT – RÉPUBLIQUE DU CONGO
©REIPER

GRAPHISME/LA SUPÉRETTE



NOUS SOUTENIR

DONS:
CH13 0078 8000 0505 9773 0

Fondation Apprentis d'Auteuil International

Chemin de Blandonnet 8, 1214 Vernier

+41 22 556 77 96

www.faa.ch • faai@apprentis-auteuil.org



Fondation Apprentis d'Auteuil
International (FAAI)



@apprentisauteuil_international

Le 20 novembre 2024, nous avons célébré les 35 ans de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant. Pourtant, un grand nombre d'enfants à travers le monde n'ont pas accès aux droits les plus fondamentaux. Dans un contexte international complexe et particulièrement troublé, les enfants sont les premières victimes de la pauvreté, de l'exclusion et des violences.

Depuis 10 ans, la Fondation Apprentis d'Auteuil International (FAAI) œuvre ainsi pour la protection et l'accompagnement de jeunes en grande vulnérabilité, en privilégiant l'éducation et l'insertion professionnelle, en collaboration avec des acteurs locaux. En 2024, nos partenaires dans douze pays à ressources limitées ont agi avec un courage et un engagement exemplaires pour assurer la protection, la formation et l'avenir de ces jeunes, en échangeant les savoir-faire et les meilleures pratiques.

Cette année a été marquée par une forte participation des enfants au plaidoyer pour la défense de leurs droits. À Genève, auprès des Nations Unies, et sur le terrain, ils ont pris la parole pour faire entendre leur voix. Lors de notre conférence pour la Journée Internationale des enfants en situation de rue ou à l'occasion de la Journée annuelle de discussion sur les droits de l'enfant du Conseil des droits de l'Homme, deux enfants malgaches ont témoigné en portant leurs propres messages. Un jeune Péruvien a aussi pris la parole devant le Comité des droits de l'enfant aux Nations Unies. Les jeunes étaient également au cœur de notre campagne internationale lors de la Journée internationale des droits de l'enfant le 20 novembre.

Nous tenions à remercier et rendre hommage à Bernard Firmenich, vice-président de la FAAI, qui nous a quittés en fin d'année. Il avait notamment joué un rôle fondamental dans le développement de notre restaurant d'insertion professionnelle, le Birdhouse, à Vernier, et avait à cœur d'offrir aux jeunes la chance d'un avenir meilleur grâce à la formation et l'insertion professionnelle. Son courage, sa générosité et son dévouement pour les jeunes les plus démunis resteront gravés dans nos mémoires.

Nous saluons également l'engagement et la détermination de Mario Fetz, qui passe le relais après sept années à la tête du Secrétariat Général. Sous son égide, la fondation s'est fortement développée à l'international et en Suisse. Mario aura notamment lancé et soutenu le Birdhouse, qui, après 5 ans d'existence, est un modèle réussi et reconnu de formation diplômante et d'apprentissage à Genève.

En 2025, nous poursuivrons notre mission à l'international avec deux nouveaux projets: l'insertion professionnelle des jeunes à Madagascar et l'accompagnement de jeunes filles-mères au Burkina Faso. Notre plaidoyer s'intensifiera auprès des Nations Unies et de nos partenaires.

Chaque enfant porte en lui un potentiel à révéler. Grâce à votre soutien, nous lui donnons les moyens de croire en son avenir. Merci à tous nos donateurs et partenaires publics et privés pour votre confiance précieuse et renouvelée.

Bonne lecture!



Jean-Paul Faugère

Président



Bénédicte Pansier

Secrétaire Générale

FONDATION

LA

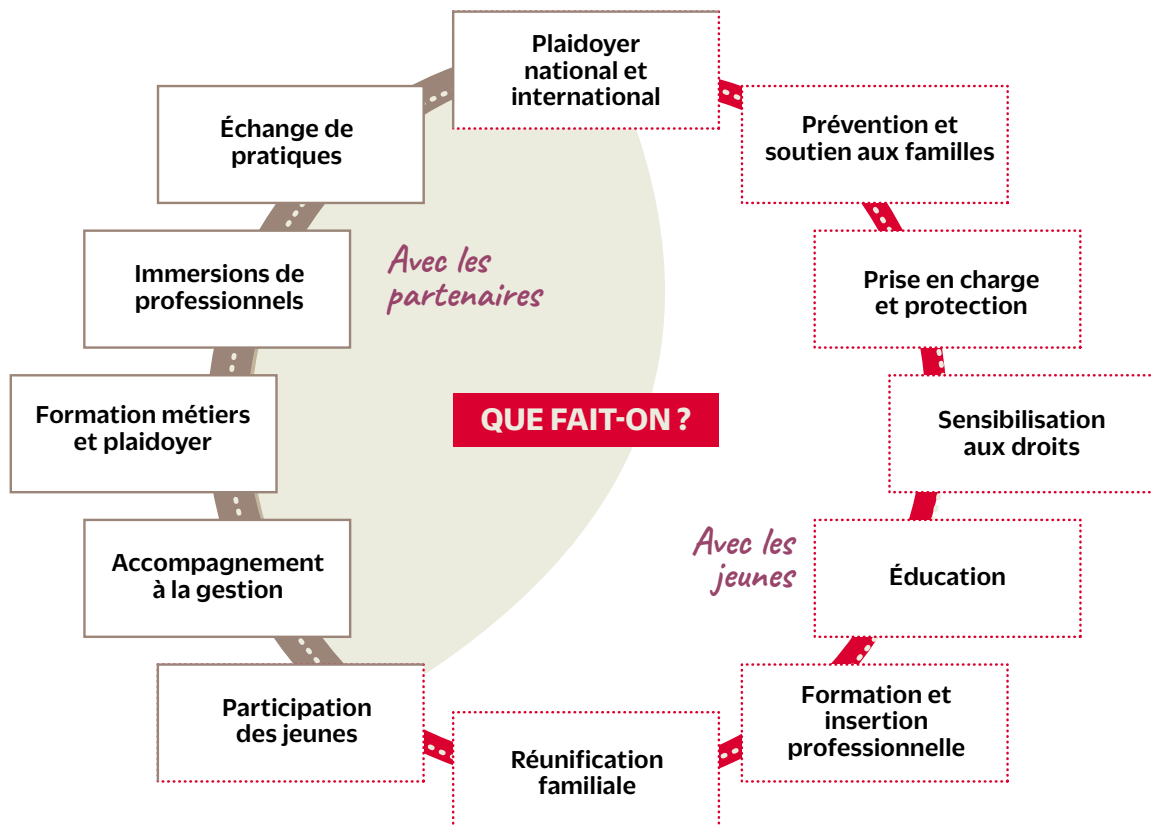
Etablie à Genève en 2013, la **Fondation Apprentis d'Auteuil International (FAAI)** a pour mission d'agir pour les jeunes en grande vulnérabilité, en Suisse et à l'international. Son action s'articule autour de **quatre programmes**: la protection de l'enfance, l'insertion professionnelle des jeunes, l'accompagnement des familles et la défense des droits de l'enfant.

En association avec ses partenaires sur le terrain, la Fondation soutient les **projets de coopération internationale** de la Fondation Apprentis d'Auteuil* dans 12 pays à ressources limitées. Elle porte auprès des institutions des Nations Unies **un plaidoyer en faveur des droits de l'enfant**, tout particulièrement des enfants en situation de rue. En Suisse, elle soutient aussi des **jeunes en décrochage scolaire**, grâce à son restaurant d'insertion professionnelle, le Birdhouse.

Nos axes d'action

Nos programmes s'insèrent dans une démarche d'**accompagnement holistique**. Nos projets assurent la prise en charge de l'enfant, depuis la rue jusqu'à sa réinsertion complète (familiale, sociale et professionnelle), avec comme fil conducteur la sensibilisation des familles, des communautés et des enfants aux droits fondamentaux. Nous travaillons exclusivement avec des organisations partenaires sur le terrain et mettons en avant le partage d'expériences et de savoir-faire entre nos partenaires et avec eux, pour enrichir les pratiques et dispositifs d'accompagnement.

Approche holistique de l'action internationale



*La Fondation Apprentis d'Auteuil a été créée en 1866 en France.

PROTECTION DE L'ENFANCE



Soutenir les enfants en situation de rue et d'extrême vulnérabilité pour assurer leur sécurité, leur éducation et leur insertion sociale.

1'348

enfants pris en charge dans les centres d'accueil de jour, à Madagascar

6

activités de sensibilisation réalisées dans les écoles, au Mali

84

jeunes reçoivent un suivi psychosocial, en République du Congo

INSERTION ET ENTREPRENEURIAT



Former et accompagner les jeunes avec un soutien socio-éducatif pour une insertion durable.

942

jeunes éloignés de l'emploi et accompagnés au Maroc

90

jeunes filles formées à la couture au Burkina Faso

929

jeunes dont **581** filles suivent une formation professionnelle en RDC

ACCOMPAGNEMENT DES FAMILLES ET SOUTIEN À LA PARENTALITÉ



Accompagner les parents dans leur rôle éducatif et renforcer leur capacité à être des acteurs clés de la protection de l'enfance.

9'600

passages annuels au sein des Maisons des Familles (Burkina Faso, Cambodge, Philippines, RDC)

424

familles accompagnées à la parentalité, à Madagascar

33

retours en familles réalisés au Mali

PLAIDOYER



Défendre les droits des enfants au niveau national et international aux côtés de nos partenaires locaux.

705

enfants consultés pour un rapport écrit par le Comité des enfants de la PFSCE* pour l'EPU* de Madagascar

32

recommandations émises sur nos thématiques durant l'EPU du Congo

110

participants à notre conférence de la Journée internationale des Enfants en situation de rue (à Genève), **1'000** visionnages en replay

OÙ NOUS TRAVAILLONS

4

programmes

13

pays

27

partenaires



- ▶ Burkina Faso
- ▶ Cambodge
- ▶ Cameroun
- ▶ Liban

- ▶ Madagascar
- ▶ Mali
- ▶ Maroc
- ▶ Pérou

- ▶ Philippines
- ▶ République du Congo
- ▶ République démocratique du

- ▶ Congo
- ▶ Sénégal
- ▶ Suisse

*PFSCE - Plateforme de la Société Civile pour l'Enfance; EPU - Examen Périodique Universel



Alors que nous fêtons les 35 ans de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE), **traité fondamental** qui assure à chaque enfant **une protection et des soins spécifiques** jusqu'à ses 18 ans, de nombreux enfants en situation de rue sont bien souvent privés de leurs droits fondamentaux. Certains enfants en situation de rue n'ont pas de certificat de naissance, ce qui les rend invisibles aux yeux de leur État. Sans acte de naissance, ils ne peuvent pas s'inscrire dans une école publique, accéder aux services hospitaliers ou bénéficier d'une aide sociale. Leur « statut » d'enfant en situation de rue les prive ainsi de ces nombreux droits indispensables pour envisager des conditions de vie dignes et sécurisées. En collaboration avec nos partenaires terrain, notre mission consiste à ce que ces droits fondamentaux soient respectés et appliqués.

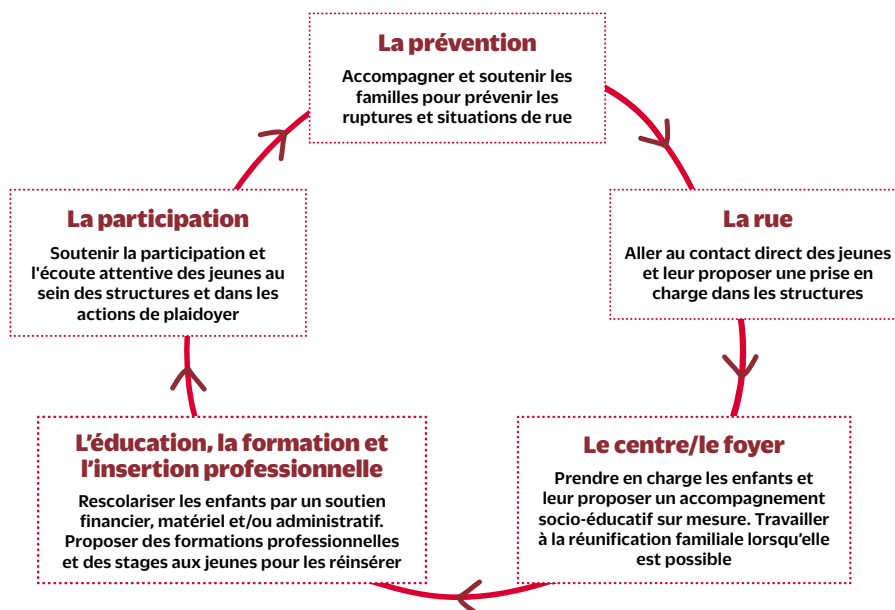
UN PROGRAMME RÉGIONAL POUR MIEUX PRÉVENIR LES SITUATIONS DE RUE ET ACCOMPAGNER LES ENFANTS VERS LEUR RÉINSERTION

Pays: Cameroun, République du Congo, République Démocratique du Congo (RDC)

Partenaires*: CFSN (Cameroun), REIPER (République du Congo) AED, JOS, CCN, ORPER, OSEPER, VTA (RDC)

Nos partenaires en Afrique centrale rencontrent de nombreuses difficultés similaires en termes de pauvreté et de croyances culturelles associés à des violences parfois faites aux enfants en situation de rue. Ce programme d'action régional lancé en 2023 vise à renforcer notre engagement auprès des enfants en situation de rue grâce à un **soutien et un accompagnement global** adapté à chaque enfant, en assurant une **prise en charge depuis la rue jusqu'à sa réinsertion, sociale, professionnelle et familiale** lorsqu'elle est possible.

Accompagnement des enfants en situation de rue



*CFSN - Chaîne des Foyers Saint Nicodème, REIPER - Réseau des Intervenants sur le Phénomène des Enfants en Rupture, AED - Aide à l'Enfance Défavorisée, JOS - Jeunes au Soleil, CCN - Communauté du Chemin Neuf, ORPER - Œuvre de Reclassement et de Protection des Enfants de la Rue, OSEPER - Œuvre de Suivi, Education et Protection des Enfants de la Rue, VTA - Vivre et Travailler Autrement

Kinshasa, République Démocratique du Congo

Les **centres d'accueil de jour ou d'hébergement** sont des lieux permettant aux enfants en situation de rue de **bénéficier de soins, d'activités socioculturelles**, d'accompagnement psychosocial, de cours d'alphabétisation et de scolarisation ainsi que de **formations professionnelles**. En 2024, une nouvelle initiative portant sur la **participation active des jeunes a été lancée**,

dans le cadre d'un appel à projets innovant directement porté par les enfants. Les activités de médiation familiale ont également été très dynamiques, notamment à travers des rencontres d'échange entre parents et enfants. Les enfants et les parents ont ainsi pu exprimer leurs besoins pour **améliorer la place de chacun dans la famille**.

1'153

enfants, dont 428 filles accueillis en centre d'accueil de jour ou d'hébergement

Remise des diplômes
©OSEPER



Tous les enfants ont des droits et je les ai appris durant le camp de vacances. Merci au REIPER pour ce camp.



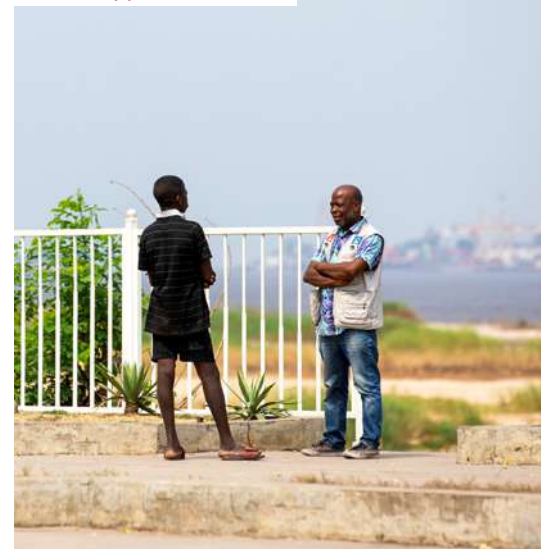
Enfant en situation de rue accompagné en République du Congo

Brazzaville, Pointe Noire, République du Congo

Notre partenaire, le REIPER* regroupe 22 associations membres qui œuvrent pour la **protection des enfants vulnérables** à travers l'accueil et l'hébergement des enfants en rupture, leur suivi en milieu ouvert, l'accompagnement à la scolarisation et à l'insertion socio-économique. En juillet dernier, un camp de vacances a été orga-

nisé, où les enfants ont pu être **sensibilisés à leurs droits fondamentaux** tout en exerçant leur droit au loisir et au jeu. Jouer et participer à des activités ont permis à ces enfants de profiter d'un espace d'expression libre où ils ont pu être tout simplement des enfants, loin des contraintes et des pressions de la survie quotidienne.

Educateur du REIPER parlant avec un enfant en situation de rue, Brazzaville
©Besnard/Apprentis d'Auteuil



Douala, Cameroun

Le centre PK24 propose une **réinsertion éducative, familiale et socioprofessionnelle** à des enfants sortant de la rue ou de prison. Les enfants accueillis bénéficient d'un hébergement, une scolarisation, une formation aux activités agropastorales, une participation aux activités socio-culturelles et sportives et une réinsertion professionnelle. L'année 2024 a été marquée par plusieurs **séances de sensibilisation** sur la santé avec un appui psychologique

pour les jeunes qui ont intégré le centre. Les éducateurs ont également eu l'opportunité de suivre une **formation sur le plaidoyer** et la **participation des jeunes** et enfants en situation de rue. En novembre, des éducateurs de l'association la Chaine des Foyers Saint Nicodème ont participé à une **formation sur la prévention des violences**, leur donnant ainsi des outils pour la gestion des conflits et de la violence dans les centres d'accueil.

35

jeunes accueillis au centre PK24 dont 29 jeunes scolarisés en 2024

*REIPER - Réseau des Intervenants sur le Phénomène des Enfants en Rupture

Sans l'aide de l'Action Enfants de Tous j'allais être un enfant de la rue et je n'aurais pas pu apprendre un métier. La formation m'a permis d'avoir un certificat en électricité photovoltaïque et maintenant je fais face au monde du travail.

Jeune bénéficiaire ayant terminé sa formation, Mali

Pays: Mali, Ségou

Partenaire: Caritas Ségou



Objectif

Insérer durablement les enfants et les jeunes en situation de rue à travers la promotion de leurs droits, l'accueil et leur prise en charge, et l'accompagnement des jeunes dans leur formation professionnelle.

198

enfants et jeunes ont fréquenté le centre d'écoute

PROMOTION, RESPECT ET PROTECTION DES DROITS DES ENFANTS EN SITUATION DE RUE

Le centre d'écoute «Action Enfants de Tous», accueille des enfants et des jeunes en situation de rue dans un contexte de crise multidimensionnelle qui affecte le pays depuis de nombreuses années. Les enfants sont accompagnés en vue d'une possible **réinsertion sociale, familiale et professionnelle**. Toutefois, l'année 2024 a été marquée par une importance toujours grandissante des besoins des enfants en situation de rue, en particulier aggravée par une diminution de l'action des organisations de la société civile. En dépit des difficultés, avec notre partenaire nous avons continué le **travail d'écoute, de rencontres et de sensibilisation** mais aussi **d'accueil des enfants en situation de rue** en journée et grâce à un hébergement d'urgence. Les jeunes hébergés au sein du Foyer ont la possibilité de suivre une formation professionnelle coupe/couture, électricité/solaire, menuiserie/tapisserie. Enfin, un **appui à la scolarisation** est proposé aux enfants des environs.



Enfants jouant au centre d'écoute accueil de jour – Ségou, Mali

©Action Enfants de Tous, Caritas Ségou

CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES ENFANTS EN SITUATION DE RUE

Afin de répondre aux besoins des enfants, notre partenaire fournit un abri, une alimentation, des soins médicaux, une éducation formelle et non formelle, ainsi qu'un soutien psychosocial. La **reconnaissance de Qosqo Maki par les autorités** et l'accompagnement proposé en termes de formation permet aux jeunes de s'insérer professionnellement à l'issue de leur certification.

La **participation des jeunes** est au cœur des activités. Ceux-ci ont notamment participé à un sommet national avec des jeunes en situation de rue venant de nombreuses associations avec leurs partenaires du collectif «Hagamos visible lo in-

visible» (rendons visible l'invisible). Celui-ci a abouti à la **rédaction d'une proposition de loi** qui permettrait aux enfants et adolescents de poursuivre leur scolarité même s'ils ont quitté l'école pendant une période indéterminée.



Jeune garçon en formation menuiserie - Pérou
©Qosqo Maki

Pays: Pérou, Cuzco

Partenaire:
Association Qosqo Maki



Objectif

Accueillir et accompagner des enfants et adolescents en situation de rue vers leur insertion sociale et professionnelle, en soutenant le développement des compétences de l'équipe éducative.

20

jeunes ont bénéficié d'une formation professionnelle certifiante

« *J'en suis maintenant à la moitié de mon cycle d'études, et je réfléchis à ouvrir un petit commerce pour avoir ainsi de nouveaux revenus... Je pense aussi revenir à Qosqo Maki comme éducateur.* »

Mickaël, ayant terminé la formation boulangerie depuis 2 ans, Pérou

UNE PRISE EN CHARGE HOLISTIQUE DES ENFANTS ET FAMILLES EN SITUATION DE RUE - SANDRATRA (VIVRE EN DIGNITÉ)

Pays: Madagascar,
Antananarivo

Partenaires*: Centre NRJ,
Graines de Bitume, ONG
Manda, PFSCE



Objectif: Accompagner les enfants et leurs familles dans leurs droits fondamentaux, leur proposer un abri, des soins de santé, des activités ludiques et des programmes de scolarisation au sein de 5 centres d'accueil de jour et d'un centre d'accueil de nuit.

476

enfants référés vers les centres lors du travail de rue

Dans le contexte malgache, où **beaucoup d'enfants vivent dans la rue avec leur famille**, les équipes travaillent continuellement à améliorer et **renforcer l'accompagnement familial**. En 2024, des familles volontaires ont pu avoir accès à une mutuelle de santé, permettant la prise en charge de soins de santé, y compris les hospitalisations. L'année a également été marquée par une très belle **célébration de la journée internationale des familles** avec un concours de cuisine organisé afin de sensibiliser les parents sur les bonnes pratiques nutritionnelles. Ces activités s'ajoutent à celles menées au quotidien comme des **visites à domicile, une école des parents** ou encore de **activités parents-enfants** pour recréer un lien.

*Centre NRJ – Centre Nouveau Relais des Jeunes, PFSCE – Plateforme de la Société Civile pour l'Enfance

Multi-pays

Multipartenaires



Objectif

Contribuer à améliorer les pratiques des éducateurs travaillant auprès des enfants en situation de rue grâce au développement d'un dispositif de formation en ligne.

522

personnes suivent les Carnets Numériques

FORMATION EN LIGNE DESTINÉE AUX TRAVAILLEURS SOCIAUX, LES CARNETS NUMÉRIQUES DU TRAVAIL SOCIAL

Dans la majorité de nos pays partenaires, **peu de formations** existent pour les professionnels travaillant auprès des enfants en situation de rue. Par conséquent, avec nos partenaires nous avons co-développé des formations **à destination des éducateurs** afin qu'ils puissent disposer d'outils supplémentaires pour accompagner les enfants en situation de rue dans leur développement personnel et social. Les utilisateurs des Carnets Numériques sont invités à rejoindre l'**Agora, plateforme collaborative** qui permet d'échanger sur les thématiques abordées dans les Carnets Numériques et de partager des pratiques inspirantes et valoriser les savoir-faire. Au cours de l'année 2024, le **parcours de formation enfants en situation de rue** s'est enrichi de 6 nouveaux Carnets Numériques: «le travail de rue»; «la vie quotidienne»; «les principes d'action de l'éducateur»; «accompagner chaque jeune dans son projet de vie»; «travailler avec les familles»; «l'animation».

AUTONOMISATION, PRÉVENTION, PROTECTION, INSERTION DES JEUNES FILLES

Au sein du centre d'accueil de jour, du foyer d'hébergement et du collège, les jeunes filles ont la possibilité de participer à des **séances de lifeskills**, ateliers de **développement personnel** et être suivies par des psychologues, afin de **renforcer leurs compétences sociales et émotionnelles**. Elles bénéficient de cours de soutien scolaire et d'un suivi orthophonique pour assurer la continuité de l'école. Afin de soutenir également les filles dans leur **parcours familiaux**, les familles ont la possibilité de prendre part aux **ateliers d'accompagnement à la parentalité**, contribuant ainsi à réduire les violences domestiques et à garantir un environnement plus sécurisant.

Durant la crise sécuritaire qui a impacté le pays, notre partenaire n'a cessé de soutenir les jeunes filles et les familles en situation de vulnérabilité, dont le nombre a fortement augmenté avec les déplacements de population. Malgré des fermetures ponctuelles, les centres sont restés des lieux de refuge et d'accueil, permettant notamment aux jeunes filles d'échapper aux angoisses du quotidien et être entourées et accompagnées.

Pays: Liban, Beyrouth et Mont Liban

Partenaire: Les Sœurs du Bon pasteur



Objectif

Réduire la vulnérabilité des jeunes filles, à travers une approche multidimensionnelle qui s'appuie sur la prévention, la protection et l'orientation professionnelle.

197

jeunes filles accompagnées



Aide aux devoirs à l'accueil de jour - Sœurs du Bon Pasteur, Liban
©Ségoène Ragu/Apprentis d'Auteuil

REDONNER LE POUVOIR D'AGIR AUX JEUNES FILLES

Les femmes représentent 50% de la population mondiale et pourtant, elles sont confrontées à de graves inégalités. Elles sont **trop souvent oubliées** et particulièrement en proie aux violences. Certaines n'ont pas accès à une éducation parce qu'elles naissent filles. Les traditions culturelles, les mariages précoces ou forcés, ou encore les grossesses précoces sont des obstacles considérables pour leur accès à l'éducation. Avec nos partenaires locaux, nous priorisons l'**insertion professionnelle des jeunes filles et femmes** grâce à des projets qui **soutiennent directement les familles et les mères** en situation d'isolement et de vulnérabilité.

*J'ai été envoyée par ma tante en formation esthétique.
(...) Mon projet est de finir ma formation, trouver un
emploi pour gagner de l'argent et être autonome et ne pas
demander d'argent à mes parents. (...) . J'aimerais dire aux
autres enfants de ne pas perdre courage et de garder leurs
objectifs en tête.*

Jeune fille accompagnée dans le centre de Nyalla, Cameroun

Avec nos partenaires, nous contribuons au **renforcement des capacités des jeunes filles** et à construire leur avenir.

Par exemple, notre partenaire *100% Mamans* au Maroc s'adresse à des mères célibataires et leur permet de **se réinsérer professionnellement**, afin d'être en mesure de prendre en charge leurs enfants. Nos partenaires au Mali et au Cameroun proposent d'**accueillir les jeunes mères et leurs enfants**, afin que celles-ci puissent suivre une formation dans de bonnes conditions. Au Liban, les équipes éducatives prennent en charge des jeunes filles pour leur permettre d'**étudier dans de bonnes conditions**.

Il est capital de montrer aux jeunes filles qu'avec un soutien adéquat, **il est possible de surmonter les difficultés et de poursuivre leurs rêves**.

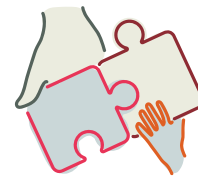


Mary, Beyrouth, Liban
©Ségolène Ragu/Apprentis d'Auteuil

*Je pensais que le sport était réservé aux hommes mais
grâce à ce centre, j'ai appris que les droits des hommes
et des femmes sont égaux.*

Mary accompagnée par les Sœurs du Bon Pasteur, Beyrouth, Liban

ET ENTREPRENEURIAT



INSERTION

L'instabilité économique dans de nombreux pays est particulièrement préoccupante et pèse lourdement sur les perspectives de développement des populations que nous soutenons, aux côtés de nos partenaires. Les enfants et les jeunes sont souvent les victimes collatérales de cette instabilité et subissent des effets durables dans différents domaines de leur développement. Ils se voient bien souvent priver de l'accès à une éducation ou une formation, compromettant leurs perspectives d'insertion socio-professionnelle. Avec nos partenaires, nous **priorisons l'insertion des jeunes** en situation de rue ou de vulnérabilité grâce à des **formations** dans différents domaines, valorisant un savoir-faire leur permettant de développer une activité génératrice de revenus.

MAISON DE L'ESPOIR, INSERTION ET PROTECTION DES JEUNES FEMMES

Pays: Mali, Bamako

Partenaire*: AJDM



Objectif

Protéger et insérer les jeunes femmes et leur enfant, et promouvoir le rôle de la famille dans le développement et la protection des enfants.

70%

des filles de la promotion 2023 sont toujours en emploi après 6 mois

Le centre Djiguya So (Maison de l'espoir) propose des **formations certifiantes** de couture, tatouage au henné/soins de beauté et de restauration. Ces formations sont renforcées par des cours d'alphabétisation, d'éducation financière, et de formation à l'entrepreneuriat ainsi que des causeries éducatives sur des sujets sanitaires, les droits des femmes, l'éducation des enfants. Depuis l'année passée, le nombre de jeunes filles prises en charge dans le cadre du dispositif d'accompagnement des jeunes mères est en hausse, avec un taux de réussite à l'examen final de couture de 100%. Avec notre partenaire nous accompagnons également les familles vulnérables dans leurs pratiques parentales au sein d'un espace de rencontre, d'échange entre pairs, et de création de lien social.



Jeunes femmes en formation tatouage - Bamako - Mali
©AJDM

« *Après la remise du kit d'installation et du fonds de roulement, j'ai pris directement un local. (...) le chargé d'insertion nous a conseillé de chercher un local qui nous permettra de mener nos activités.* »

Jeune femme, anciennement en situation de rue qui a suivi une formation en tatouage et maquillage, Mali

*AJDM - Association Jeunesse et Développement du Mali

CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR JEUNES FILLES ET FEMMES

Pays: Cameroun, Nyalla
(quartier de Douala)

Partenaire*: CFSN



Objectif

Autonomisation socio-professionnelle des jeunes filles âgées de 14 à 23 ans en situation de grande vulnérabilité à Douala.

61

jeunes filles ont suivi
une formation

Le centre de New Bell est un **lieu d'écoute et d'accueil** de jour qui offre aux jeunes filles du soutien scolaire, un service de cantine et des moments de jeux. Ensuite, les jeunes filles ont la possibilité d'intégrer le **centre de formation «Art et Style»** de Nyalla où elles suivent des **formations professionnelles** en couture, stylisme ou coiffure-esthétique. A l'issue de cette formation de 2 ou 3 ans, les jeunes filles sont

accompagnées dans la recherche d'un stage auprès d'un maître artisan ou dans la création de leur entreprise. Elles bénéficient également d'un **bilan de santé** et reçoivent des **kits d'hygiène**. En complément, le centre intervient auprès des parents grâce à des ateliers d'«école des parents» afin de sensibiliser les familles sur leur implication dans l'éducation de leur enfant.



Cours de couture, au centre de Nyalla, Douala - Cameroun

©CFSN

« Chaque jeune a sa personnalité et son propre caractère, que nous devons prendre en compte dans notre accompagnement. (...) Dans tous les parcours, il y a des glissades, des dérapages mais le plus important c'est d'avoir le courage de se relever. »

Educateur du centre JCLTIS, chargé de médiation, hygiène, santé et citoyenneté, Sénégal

RÉHABILITER LES JEUNES PAR LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE - SUXALI (REDONNER L'ESPOIR)

Pays: Sénégal, Dakar

Partenaire*: JCLTIS



Objectif

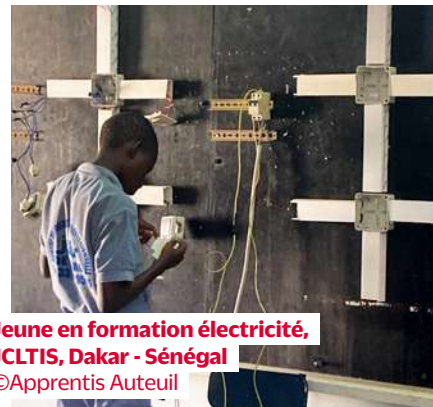
Améliorer l'offre de formation professionnelle pour une meilleure intégration de la jeunesse en grande difficulté grâce à un centre de formation innovant et moderne.

135

jeunes formés en électricité

Le centre accueille et accompagne les jeunes en situation complexe dans des **actions de prévention, de formation, d'éducation spécialisée et d'insertion**. Le centre propose **6 formations (diplômantes ou certifiantes)** dans les domaines de l'électricité, la menuiserie, la soudure, la métallerie, la couture et la teinture. Les jeunes qui terminent leur formation sont suivis par des membres de l'équipe qui les ac-

compagnent dans leurs premières années d'activité. Ils leur facilitent l'accès aux salles et équipements de JCLTIS et au besoin, font appel à eux pour réaliser certains travaux ou activités dans le centre. L'année 2024 a principalement permis à notre partenaire de retravailler les référentiels des formations délivrées, notamment grâce à une immersion réalisée dans 2 établissements partenaires d'Apprentis d'Auteuil.



Jeune en formation électricité, JCLTIS, Dakar - Sénégal

©Apprentis Auteuil

*CFSN - Chaîne des Foyers St Nicodème, JCLTIS - Jeunesse, Culture, Loisirs, Technique, Interventions Sociales

FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES, «NAJAH» (SUCCÈS)

Aux côtés de nos partenaires locaux, nous proposons un **parcours de pré-formation** d'une durée de trois mois, durant laquelle les jeunes bénéficient de cours de français, informatique et compétences de vie, afin de **renforcer leur employabilité** et les orienter vers des formations professionnelles. Ces dernières leur permettent de s'insérer sur le marché du travail avec l'**acquisition de compétences techniques**. De plus en plus perçue comme une alternative viable à l'emploi traditionnel, l'entrepreneuriat s'est développé au Maroc et les partenaires proposent également aux jeunes de suivre **cette voie de l'auto-emploi**, en délivrant des formations spécifiques allant jusqu'à **accompagner financièrement** les porteurs de projets à **lancer leur activité autonome**.

Pays: Maroc, Casablanca, Marrakech, Safi et Tanger

Partenaires: 100% Mamans (Tanger), Al Karam (Marrakech et Safi), l'Heure Joyeuse (Casablanca)



Objectif

Contribuer à l'insertion socio-économique des jeunes, âgés de 15 à 35 ans, éloignés de l'emploi.

55

jeunes insérés en emploi, dont **44%** de jeunes femmes

Au départ, quand nous venons ici à l'Heure Joyeuse, nous sommes perdus, on ne sait pas ce qu'on doit faire ni ce qu'on veut faire de nos vies. Mais à travers la formation de renforcement des capacités, ces quelques mois passés nous donnent maintenant une idée claire sur les étapes à venir en général.

Jeune femme suivie par l'Heure Joyeuse, Maroc



Bootcamp sur le business model, animé par les formateurs de l'Heure Joyeuse - Casablanca, Maroc
©Besnard/Apprentis d'Auteuil

Nouveau!

APPUI À LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET RENFORCEMENT DU POUVOIR D'AGIR DES JEUNES FILLES, FAMILLES ET ENFANTS VULNÉRABLES – « TINBO » (ESPOIR)

Pays: Burkina Faso, Koudougou

Partenaire*: AKT



Objectif

Protéger et insérer les jeunes filles et femmes vulnérables et contribuer à promouvoir le rôle de la famille dans le développement et la protection de leurs enfants.

650

visites mensuelles à la Maison des Familles

90

jeunes filles formées à la couture



Jeunes filles en formation, Burkina Faso
©Association Kogl Taaba

INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE DES JEUNES – « SAMBO BE »

Nouveau!

Le projet vise à renforcer l'accès à des **opportunités d'emploi formel** pour les jeunes vulnérables à Madagascar, en **diversifiant les formations** et en consolidant les dispositifs existants, comme le Bureau pour l'Emploi. En 2024, les efforts ont porté sur l'amélioration des compétences psychosociales des jeunes, l'ouverture de nouvelles filières de formation, et la mobilisation de nouvelles entreprises partenaires. **L'extension du Bureau pour l'Emploi**, afin d'inclure des jeunes extérieurs aux structures partenaires, marque une avancée significative.

Pays: Madagascar, Antananarivo

Partenaire: Graines de Bitume



Objectif

Faciliter l'insertion sociale et professionnelle des jeunes tout en renforçant l'impact des dispositifs existants et en répondant aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

600

jeunes accompagnés définissent un projet professionnel



Les jeunes suivent une conférence métier sur les énergies renouvelables - Madagascar
©Graines de Bitume

*AKT - Association Kogl Taaba

INSERTION DES JEUNES EN DÉCROCHAGE SCOLAIRE, LE BIRDHOUSE

Le Birdhouse, restaurant d'insertion pour jeunes en décrochage scolaire a fêté ses **5 années d'activité** en 2024. Ce programme **éducatif et social** vise à accueillir et former **15 jeunes par an** grâce à un **apprentissage dual diplômant en restauration (cuisine ou service)**. Sachant qu'un jeune sans qualification a quatre fois plus de chance de connaître le chômage, l'apprentissage avec l'obtention du diplôme représente une opportunité de sortir de ce cycle de précarité et d'isolement dans lequel un jeune en décrochage peut se trouver. Tous les apprentis diplômés du Birdhouse sont aujourd'hui en emploi.

Les **clés de cette réussite**: un accompagnement individualisé au plus près des besoins de chaque jeune, grâce notamment à un coach social, intégré au projet. Ce dernier travaille avec le jeune afin de lever les freins liés à des problématiques personnelles (familiales, sociales, financières, etc) qui viennent interférer avec sa formation.

Ce qui fait **la richesse du modèle**, c'est le contact quotidien entre les clients et les apprentis. Cela leur permet d'appréhender les réalités et défis du monde professionnel tout en se formant. Les années d'expériences permettent aussi aux équipes **d'adapter l'encadrement en fonction des besoins**. Un formateur est désormais entièrement dédié à la formation. Il consacre ainsi son temps à un jeune en particulier et revoit avec lui des notions non assimilées, non maîtrisées, en vue de ses examens. Il connaît parfaitement les exigences de la formation et peut ainsi faciliter les progrès du jeune.

Pays: Suisse, Genève

Partenaires: Ecole Hôtelière de Genève, Gourmet Brothers, Hospice Général (Service d'insertion professionnelle)



Objectif

Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes en situation de décrochage scolaire en leur donnant accès à l'emploi grâce à une formation diplômante.

18

jeunes diplômés, aujourd'hui en emploi depuis la création du Birdhouse en 2019

Retrouvez le reportage de la télévision locale de Genève.



Apprentie et son formateur, le Birdhouse Genève
©Loic Henin

Si je devais décrire mon expérience au Birdhouse en 3 mots, je dirais: futur, envie et confiance. Depuis ma formation, j'ai l'envie de faire quelque chose, j'ai gagné confiance en moi, et j'ai maintenant la capacité de me projeter.

Jeune diplômée d'un CFC (Certificat Fédéral de Capacité) en 2023, Genève Suisse

RETOUR D'EXPÉRIENCE

D'UN APPRENTI DIPLOMÉ

« **Je m'appelle Marius, j'ai 29 ans et je viens de Roumanie.** J'ai suivi la formation au Birdhouse où j'ai commencé par un AFP (Attestation Fédérale de Formation Professionnelle) en deux ans et ensuite un CFC (Certificat Fédéral de Capacité), avec une **spécialisation en chef de rang.** J'ai choisi cette formation parce que j'avais commencé au plus bas de l'échelle dans la restauration (...) et je me suis dit que c'était le moment de faire un diplôme et que s'en était fini avec les petits boulots.

Je me suis inscrit à l'OFPC*. (...) Je voulais complètement lâcher la restauration, parce que j'ai eu des mauvaises expériences avec les autres restaurants. La conseillère, je la remercie beaucoup, m'a fait changer d'avis. J'ai fait un entretien au Birdhouse. Je ne pourrai jamais oublier ce moment-là.

Le Directeur m'a parlé de mon parcours, mon CV (...). Il m'a demandé si je voulais passer une semaine à l'école hôtelière. Je me suis dit l'école hôtelière? J'étais heureux. Je me suis dit c'est ma dernière chance, il faut la saisir. Et je lui ai promis à l'entretien: «Si vous me prenez, je fais l'AFP et je vous promets, je finirai aussi le CFC.» Même maintenant quand je m'en rappelle ça fait de jolis moments. Et j'ai tenu ma promesse.

J'étais l'un des premiers diplômés. Et ça aussi, ça m'a rendu très fier.

Il y a eu des moments pas très agréables je dirais. C'était surtout le stress de mon côté de ne pas réussir. Il y a eu la période Covid aussi. J'ai passé l'AFP dans la période Covid avec les masques.

Au Birdhouse, **Steeve, le coach social, c'est plus qu'une béquille.** C'est notre physiothérapeute, **il nous réapprend à marcher, à refaire des efforts.** J'ai aussi beaucoup appris avec ma formatrice, Julie. Tout ce qui est technique de découpage, l'organisation et le vocabulaire. D'un côté, **c'est grâce à elle que j'ai eu les deux diplômes.**

Ce que je pourrais dire à un apprenti qui commence au Birdhouse, c'est en premier, qu'il soit à l'heure. Qu'il soit patient, qu'il se donne à fond. Parce que c'est une très bonne opportunité que beaucoup n'ont pas. Et ici il est très bien encadré. Il faut qu'il continue jusqu'au bout malgré tout, malgré les hauts, malgré les bas. En fait, **il faut avoir des objectifs et il faut les garder à tout prix (...).**

Actuellement, je suis agent hôtelier dans un hôpital. Tout se passe bien. Hier, j'ai eu un retour d'une dame qui m'a dit «je ne sais pas ce que je ferais monsieur, si vous n'étiez pas là. Parce qu'avec vous le temps passe beaucoup plus vite. Je sais qu'on peut rigoler et j'oublie la douleur». C'est ça qui me donne la force de continuer. C'est ça qui me plaît le plus. C'est pour ça que là, maintenant, je n'ai pas envie de partir de là. »



Marius discutant avec un apprenti en formation au Birdhouse
©Apprentis d'Auteuil

*OFPC - Office pour l'Orienteation, la Formation Professionnelle et Continue

ET SOUTIEN À LA PARENTALITÉ



ACCOMPAGNEMENT DES FAMILLES

Les difficultés économiques ont un effet considérable sur le fonctionnement et le bien-être des familles. Dans ce contexte, apporter le soutien nécessaire à l'éducation des enfants et répondre à leurs besoins devient d'autant plus difficile pour les parents. Pour la FAAL et ses partenaires, il est donc indispensable de venir en aide aux enfants en situation vulnérable et à leur famille en amont, afin de prévenir la rupture familiale. Par la suite, nous intervenons, avec nos partenaires, dans le cadre de réunifications et soutiens aux familles, associés à une aide à la parentalité et/ou aux enfants. Ainsi, notre programme Maisons des Familles répond à ces deux situations et aux défis socio-économiques que des parents et leurs enfants peuvent rencontrer.

LES MAISONS DES FAMILLES

À travers le développement d'activités d'accompagnement familial individuel et collectif, le projet contribue à **renforcer le pouvoir d'agir des familles**. En mettant les familles **au cœur du dispositif**, et en valorisant leurs expériences, savoir-faire et connaissances, les Maisons des Familles offrent aux familles plus vulnérables **un environnement rassurant** pour combattre l'isolement, développer leurs réseaux de soutien et enrichir leur expérience parentale et éducative. L'accent est mis sur l'accompagnement et le **renforcement des capacités** des professionnels et travailleurs sociaux pour mieux accompagner les familles grâce à de meilleures pratiques et des outils adaptés. Cela permet de consolider le pouvoir d'agir des familles, **soutenir la capacité éducative des parents** et répondre aux besoins de leurs enfants.

Quelques exemples

En **République Démocratique du Congo**, une aide scolaire a été mise en place pour les enfants et des sessions d'apprentissage pour les parents se sont développés dans le domaine de la coupe-couture, la cuisine, le tissage, l'anglais, l'informatique, l'esthétique et la coiffure. Des membres des familles accompagnées elles-mêmes ont mis leurs connaissances et compétences au profit des autres familles.

Au **Burkina Faso**, des théâtres-causeries, des cinés-débats et des groupes de parole ont été organisés, mais aussi des moments conviviaux comme des ateliers

de cuisine, des séances d'aérobic, des jeux de pétanques ou des ateliers pour apprendre la production de savons.



Formation tissage à la Maison des Familles - Burkina Faso
©AKT

Pays: Burkina Faso (Koudougou), Cambodge (Siem Reap), Philippines (Iloilo), RDC (Kinshasa)

Partenaires*: AKT (Burkina Faso), WRC (Cambodge), Cameleon (Philippines), Solidarité Batoto Congo (RDC)



Objectif

Contribuer à promouvoir la famille comme actrice majeure du développement des enfants et de leur protection.

370

nouvelles familles prises en charge

* AKT - Association Kogl Taaba, WRC - Women's Ressource Center

Au **Cambodge**, les activités familiales se sont multipliées, offrant des moments ludiques autour des jeux, de travaux manuels et artistiques, de danses et de chants et de sorties récréatives en plein air.

Aux **Philippines**, des ateliers d'éducation et de compétences de vie pour les parents, les jeunes et les enfants sur plusieurs sujets ont été organisés ainsi que des groupes de discussion sur la parentalité.



Les parents de la Maison des Familles d'Iloilo partagent des moments avec leurs enfants - Philippines

©Cameleon

COMMUNAUTÉ DE PRATIQUES ET DE SAVOIRS - L'INTELLIGENCE COLLECTIVE AU SERVICE DES FAMILLES

Depuis maintenant 8 ans, nous organisons une rencontre annuelle de nos partenaires internationaux appelée «Communauté de Pratiques et de Savoirs» afin de **développer nos compétences** et les outils de nos partenaires qui sont confrontés à des problématiques communes. À terme, il s'agit de développer le travail en tant que **réseau d'acteurs** de la société civile.

En 2024, les différents ateliers se sont articulés autour de la thématique des familles: «**Pour soutenir les familles, comment pouvons-nous faire autrement?**». En effet, cette question est aussi fondamentale dans l'accompagnement des enfants en situation de rue, car elle permet d'une part, de **prévenir les ruptures** et d'autre part, de **renouer les liens** et de **réunifier** les enfants avec leurs familles lorsque cela est possible.

Pendant une semaine, les représentants de 19 associations partenaires et 10 pays différents ont pu partager leurs expériences d'interventions auprès des familles, questionner leurs pratiques, mutualiser leurs outils d'accompagnement et en élaborer d'autres. L'objectif est de permettre au collectif de **stimuler l'innovation** dans leurs pratiques, constamment **s'adapter aux réalités des familles** et leur **fournir le meilleur soutien possible**.

Multi-pays

Multipartenaires



Objectif

Développer le partage d'expériences et de savoir-faire entre nos partenaires et avec eux pour enrichir les pratiques et les dispositifs d'accompagnement.



Rencontre sur la thématique des familles, Tanger - Maroc

©Apprentis d'Auteuil

Pour moi c'était une opportunité pour apprendre tellement de choses soit au niveau savoir, savoir-faire et savoir être. J'ai bien admiré l'atmosphère positive du groupe. Je vais essayer de transmettre toutes ces connaissances au terrain et au service de mon organisation.

Une participante à la rencontre qui s'est tenue au Maroc



Les enfants prennent la parole

En 2024, de nombreuses actions ont été menées en collaboration avec nos partenaires locaux, tant au sein des pays où ils travaillent qu'à Genève, notamment aux Nations Unies dans le but d'obtenir des changements concrets et la mise en œuvre des droits de l'enfant.

Nos activités de plaidoyer s'articulent autour de **4 priorités**:

- ▶ Porter **la problématique des droits des enfants en situation de rue** sur la scène internationale et faire entendre leur voix;
- ▶ Promouvoir **la participation des enfants**, y compris les enfants en situation de rue pour tous les processus qui les concernent;
- ▶ **Accompagner nos partenaires locaux** dans leurs démarches de plaidoyer en faveur des droits des enfants;
- ▶ **Renforcer les capacités et compétences** de nos partenaires locaux en matière de plaidoyer et construire ensemble des actions conjointes de plaidoyer internationales.



Ronaldo prononçant son discours aux Nations Unies, Genève - Suisse ©ONU

Lors de cette journée annuelle, Ronaldo et Elia ont été suivis par une journaliste pour un reportage au journal du soir de la télévision locale à Genève.



La participation d'enfants comme Ronaldo et Elia à l'ONU est essentielle pour **sensibiliser la communauté internationale** à la réalité des enfants en situation de rue et mieux saisir les violations de droits auxquelles ils font face, afin d'y **apporter des réponses adéquates**.

PARTICIPATION DE RONALDO ET ELIA, DEUX ENFANTS MALGACHES AU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Pour la première fois, en mars 2024, deux enfants qui ont connu la rue à Madagascar sont intervenus aux Nations Unies pour partager leur vécu. Ronaldo et Elia, deux enfants soutenus par notre projet Sandratra, sont venus à Genève pour un événement majeur. Ils ont pris la parole au **Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU**, lors de la Journée annuelle sur les droits de l'enfant, le 14 mars 2024. Les discussions portaient sur **la protection sociale inclusive**, une thématique importante pour les enfants en situation de rue, puisqu'ils n'ont pas accès aux services de base. Retrouvez le discours prononcé par Ronaldo lors de la session à **la page 25**.

À l'issue de cette discussion, les États se sont engagés, par consensus, à mettre en place une protection sociale inclusive pour tous les enfants, y compris ceux en situation de rue à travers une **résolution**. Grâce à notre travail de plaidoyer, les enfants en situation de rue ont été spécifiquement mentionnés dans cette résolution.

Ce texte représente **une avancée majeure** pour la reconnaissance des droits des enfants en situation de rue. Il incombe désormais aux États de **traduire cet engagement en actions concrètes**.

Plus d'

1,4 milliards

d'enfants ne reçoivent pas d'aide de l'Etat dans le monde*

*Organisation Internationale du Travail, 2023

GARANTIR L'ACCÈS À L'ÉDUCATION DES ENFANTS EN SITUATION DE RUE

Conférence internationale à Genève

En 2024, la FAAI a organisé la seconde édition de son évènement autour de la **Journée internationale des enfants en situation de rue (12 avril)**. Organisée le 12 mars au sein de notre restaurant d'insertion le Birdhouse, cette conférence internationale a marqué le début de notre **campagne en ligne sur l'accès à l'éducation**.

L'accès à l'éducation pour les enfants en situation de rue est un **enjeu prioritaire pour nos partenaires et les enfants qu'ils soutiennent**. Aujourd'hui, le nombre d'enfants déscolarisés est une approximation raisonnable du nombre d'enfants en situation de rue.

La conférence, également diffusée en ligne, a été enrichie par les interventions de notre partenaire local à Madagascar, les enfants, Ronaldo et Elia, ainsi que des experts internationaux, dont le vice-président du Comité des droits de l'enfant, Luis Pedernera. Les échanges ont mis en lumière les défis et solutions liés à l'accès à l'éducation des enfants en situation de rue.

Nous avons aussi accueilli M. Thierry Apothéloz, conseiller d'État chargé de la Cohésion sociale, et S.E.M. Mata Prates, Ambassadeur de l'Uruguay, pour les discours d'ouverture. Au to-

tal, 110 personnes étaient présentes sur place, et la conférence a été visionnée près de 1000 fois en ligne, en direct et en replay.

244 millions
d'enfants ne sont pas scolarisés
dans le monde*



Panel d'intervenants lors de la conférence internationale à Genève Suisse
©Apprentis d'Auteuil



Mon rêve c'est d'être directrice d'école pour aider les enfants pauvres.



Elia, lors de son intervention à Genève

La campagne de plaidoyer en ligne – 12 mars au 12 avril 2024

À la suite de cet évènement, nous avons diffusé une campagne en ligne afin de porter les messages clés travaillés en collaboration étroite avec **10 de nos partenaires**. La FAAI a produit de nombreux supports de communication, tels qu'une page du site internet entièrement dédiée à la campagne, 3 capsules vidéo, plusieurs visuels ainsi que diverses publications sur nos réseaux sociaux. Tous ces supports ont permis de

diffuser **nos messages clés et communs travaillés avec nos partenaires locaux**. Notre campagne de plaidoyer en ligne a connu un large succès, avec une **forte diffusion** sur les réseaux sociaux, notamment sur LinkedIn. Elle a également entraîné une augmentation notable de la fréquentation de notre site internet, qui a presque doublé (+100%).

A Madagascar, seulement
56%
des enfants terminent le cycle
primaire**



*UNESCO, 2023 - **UNICEF, 2022

La FAAI accompagne ses partenaires locaux dans leur engagement auprès de différents mécanismes onusiens, afin de renforcer leur plaidoyer national, en favorisant la participation des enfants concernés.

EXAMEN DU PÉROU PAR LE COMITÉ DES DROITS DE L'ENFANT

En septembre 2024, **Erick, un adolescent péruvien en situation de rue** soutenu par notre partenaire Qosqo Maki, s'est entretenu avec le **Comité des droits de l'enfant des Nations Unies** lors de la pré-session dédiée au Pérou. Aux côtés d'un représentant de Qosqo Maki, il a contribué aux échanges autour du rapport alternatif conjoint que nous avons soumis en juillet. Son intervention a souligné les besoins spécifiques des enfants en situation de rue et les violations de leurs droits. Lors de sa session avec l'État péruvien, le Comité a mis en lumière la situation préoccupante des enfants en situation de rue, en insistant particulièrement sur les violences dont ils sont victimes. Il a également souligné les difficultés d'accès à l'éducation pour les enfants vivant dans la pauvreté.



M. Roldan Del Solar, éducateur à Qosqo Maki et Erick, jeune accompagné devant le palais Wilson, Genève, Suisse
©Apprentis d'Auteuil

EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL DE MADAGASCAR

En novembre 2024, deux représentantes de notre partenaire malgache la PFSCE* sont venues à Genève et ont pris la parole devant les diplomates pour partager la réalité des enfants en situation de rue et présenter les deux rapports rédigés, dont celui par le Comité des enfants de la PFSCE, grâce à la consultation de plus de 700 enfants. **Deux enfants de ce comité**, Sarobidy, 16 ans et Olivier, 17 ans, devaient **prononcer le discours aux pré-sessions**, mais leur venue a été annulée faute d'avoir obtenu leur visa. Ils ont néanmoins participé aux rendez-vous avec les missions permanentes en visioconférence. Il appartient désormais à l'Etat de les mettre en œuvre d'ici le prochain examen, dans 5 ans.

Chers diplomates, aujourd'hui, nous sommes les voix des enfants de Madagascar. Nous savons que vous avez le pouvoir de changer les choses. Nous croyons que si nous travaillons ensemble, nous pouvons bâtir un avenir où chaque enfant pourra aller à l'école, manger à sa faim, recevoir les soins dont il a besoin, et être protégé contre la violence.

Extrait du discours de Sarobidy

*PFSCE – Plateforme de la Société Civile pour l'Enfance

VISITE TERRAIN D'UN EXPERT DU COMITÉ DES DROITS DE L'ENFANT EN RÉPUBLIQUE DU CONGO

Pendant la semaine du 9 au 13 décembre 2024, un membre du Comité des droits de l'enfant (CDE) s'est rendu en République du Congo pour une visite de terrain auprès de notre partenaire, le REIPER*.

Cette visite a été le **résultat de notre travail de plaidoyer** mené conjointement en collaboration avec UNICEF, ainsi que d'échanges avec les experts, au constat que malgré les révisions de l'État congolais par ces mécanismes internationaux et régionaux, la mise en œuvre des recommandations émises par le comité reste limitée. Cette visite a permis de **mobiliser davantage les autorités nationales** pour accélérer la mise en œuvre de ces recommandations et renforcer les politiques publiques en faveur des droits de l'enfant.

**Rencontre entre le REIPER et Benoît Van Keirsbilck, membre du CDE, la représentante adjointe et le responsable de la protection d'UNICEF
Brazzaville, République du Congo**

©REIPER



FORMATION AU PLAIDOYER AVEC NOS PARTENAIRES À BRAZZAVILLE

En janvier 2024, une **formation sur les techniques de plaidoyer** pour nos partenaires s'est tenue à Brazzaville, réunissant **19 participants issus de 9 pays différents**. Durant la formation, ils ont notamment travaillé ensemble pour produire un document de positionnement sur **l'accès à l'éducation des enfants en situation de rue**.

Cette formation a été également l'occasion de constituer un groupe de travail pour porter ensemble, des campagnes communes sur la problématique des enfants en situation de rue. **4 thématiques prioritaires ont été choisies par les partenaires: la stigmatisation, le droit à l'éducation, le droit à l'identité et la protection contre les violences**. Ces campagnes ont débuté en 2024, et sont prévues jusqu'à fin 2025 et au-delà.

CAMPAGNE DU 20 NOVEMBRE: LA STIGMATISATION DES ENFANTS EN SITUATION DE RUE

À l'occasion de la **Journée internationale des droits de l'enfant (20 novembre)**, nous avons lancé une campagne conjointe avec nos partenaires locaux sur la stigmatisation des enfants en situation de rue.

La campagne **«NON à la stigmatisation des enfants en situation de rue»** visait à déconstruire les **préjugés** dont sont victimes ces enfants et les **discriminations graves qui en découlent**. Elle a été portée par nos partenaires dans de nombreux pays, dont le Cameroun, la République du Congo, la République Démocratique du Congo, Madagascar, et le Mali. Dans cet objectif, nous avons produit **un kit de communication** pour nos par-

tenaires et des **supports de plaidoyer**, dont des visuels pour les réseaux sociaux, des affiches, un prototype de t-shirt pour les enfants participant aux célébrations, ainsi qu'un modèle de lettre à destination des autorités.

En parallèle de cette campagne en ligne, **de nombreuses célébrations et activités** ont été organisées sur place par nos partenaires sur la même thématique, incluant **la participation de centaines d'enfants**: spectacles, marches, dialogues communautaires, tables rondes, ou encore des ateliers créatifs afin de sensibiliser la population et les autorités à cette problématique.

En 2024, la FAAI a renforcé le soutien à la participation des enfants dans ses actions de plaidoyer aux Nations Unies ainsi qu'au sein même des projets qu'elle soutient. Le droit à la participation des enfants est crucial: tous les enfants ont le droit de participer et d'être écoutés.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO: APPEL À PROJET DES JEUNES À KINSHASA

À Kinshasa, **nos 6 partenaires** ont organisé des ateliers de sensibilisation aux droits de l'enfant, offrant aux enfants soutenus dans leurs structures un espace d'échange et de réflexion autour de leurs droits. Par la suite, des **appels à projets** ont été lancés, pour permettre aux enfants de concevoir et réaliser leurs propres dynamiques citoyennes, avec un financement assuré par le projet.

Dans chaque structure, les enfants ont été sensibilisés à leurs droits et ont été formés à monter un projet. Un comité de sélection d'adultes a été mis en place afin de questionner les projets présentés par les enfants et de

les accompagner dans la mise en œuvre des initiatives retenues.

Les règles étaient simples: le projet devait être réalisé par au moins 3 personnes, il devait **bénéficier à toute la communauté et/ou le centre** et devait **représenter un ou plusieurs droits des enfants**. Les enfants ont fait preuve d'un enthousiasme remarquable en initiant divers projets liés à des droits fondamentaux tels que le droit à la participation, à l'éducation, à une alimentation saine et à la santé.

Nous, enfants en situation de rue, sommes souvent victimes de la violence qui génère des conflits entre nous, des cicatrices énormes, etc (...) En plus de la violence, nous sommes voisins de l'environnement insalubre où jonchent immondices, eau stagnante, etc.... Nous cherchons à travers ce petit projet à soigner notre image auprès de la communauté pour être nous-mêmes acteurs de notre propre changement.

Enfant soutenu par ORPER*, RDC

DISCOURS DE CLÉLIA BRINGOLF AUX NATIONS UNIES LORS D'UN SIDE EVENT

En septembre 2024, Clélia Bringolf, Advocacy manager à la FAAI, est intervenue lors d'un side-event aux Nations Unies en marge de la 57^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme. L'évènement était organisé par le Rapporteur Spécial sur le droit au développement, à l'occasion de la sortie de son rapport mettant en lumière **le droit des enfants au développement**. Cette prise de parole a été l'opportunité pour la FAAI de porter la voix des enfants en situation de rue au sein de la communauté internationale. Le droit au développement est un droit transversal, et surtout crucial pour la réalisation de tous les autres droits des enfants, en particulier ceux des enfants en situation de rue. Il est fondamental de visibiliser leur situation, qui témoigne de l'échec de politiques sensées les protéger.

S'attaquer aujourd'hui à la question des enfants en situation de grande vulnérabilité, c'est investir pour garantir les droits des générations futures. Nous devons agir maintenant.

Extrait du discours

*ORPER - Œuvre de Reclassement et de Protection des Enfants de la Rue

MON DISCOURS AUX

NATIONS UNIES

RONALDO, 13 ANS, SOUTENU PAR LE CENTRE NRJ* À MADAGASCAR

«Le 14 mars, à l'ONU, j'ai fait un discours au Conseil des droits de l'Homme: j'ai parlé devant une salle remplie de diplomates et de personnes qui travaillent pour les Nations Unies comme l'UNICEF. J'ai eu un petit peu peur, mais après j'ai bien respiré et ça allait mieux. J'ai demandé aux Etats de soutenir les enfants comme nous, les centres et les familles:

Je représente aujourd'hui les enfants qui vivent dans les rues d'Antananarivo, à Madagascar. Nous y travaillons, nous y dormons souvent seuls, parfois avec des amis, parfois en famille.

Nos parents veulent nous offrir le meilleur, nous éduquer et nous envoyer à l'école comme les autres enfants. Mais comment pourraient-ils, s'ils n'ont pas les moyens d'avoir une maison? De nous nourrir? De nous soigner quand nous sommes malades?

Comment pouvons-nous rêver au futur alors que nous sommes obligés de vivre et dormir autour des poubelles de la ville?

Nous avons l'impression que nous n'avons pas les mêmes droits que les autres enfants. Il y en a qui ont le droit à tout, et nous à rien.

Expliquez-nous comment l'Etat nous protège alors que nous avons peur de ce qui nous arrive dans la rue, dans les marchés où nous dormons.

Comment l'Etat peut-il garantir nos droits? À avoir une identité, des vêtements, une maison, aller à l'école gratuitement et vivre dignement et en bonne santé?

Peut-il nous aider? Aider nos parents et les centres qui nous soutiennent?

Ephrem, Ronaldo et Elia devant l'ONU
©Apprentis d'Auteuil



De retour à Madagascar, je raconterai aux enfants tout ce qu'on a vu, des gens qui sont haut placés, plus hauts placés que nous, mais qui ont fait une réunion qui parle de nous, qui parle des enfants des rues.»

*Centre NRJ - Centre Nouveau Relais des Jeunes

REMERCIEMENTS

Nous remercions très sincèrement tous nos **donateurs ainsi que les «Amis de la FAAI»** pour leur soutien et fidélité ainsi que tous ceux qui souhaitent rester anonymes. **Merci de vous engager à nos côtés!**

FONDATIONS ET PHILANTHROPIE

Fondation d'Aide à l'Enfance et au Tiers-Monde
Ceres Foundation
Stiftung Corymbo
Fondation Denibam
Fondation Dora
Fondation Pierre-Henri Ducret
Fondation FreiAide
Fagus Lucida Stiftung
Fameux Fonds Guichard, FFG
Fondation Gertrude Hirzel
Fondation Inspir'
Fondation Johann et Luzia Grässli
Fondation Lord Michelham of Hellingly
Fondation Madeleine
Fondation Novandi
Fondation Pasha
Fondation Philanthropique Famille Sandoz
Claire Sturwenegger-Jeanfavre Stiftung
Sunsmile Foundation
Util Stiftung
Fondation Valeria Rossi di Montelera (VRM)

VILLES ET COMMUNES

République et Canton de Genève
Commune de Plan-les-Ouates
Ville de Lancy
Ville d'Onex

SECTEUR PRIVÉ

Geogas Trading SA

Les solistes de l'Orchestre International de Genève, Théâtre Les Salons

©Apprentis d'Auteuil



Nous tenons à remercier également tous nos soutiens pour leur participation au concert que nous avons tenu en décembre à Genève, en partenariat avec l'Orchestre International de Genève et la Fondation les Salons, en remerciement de nos partenaires.

CONSEIL DE FONDATION

Composé de 9 membres bénévoles (aucun frais et débours reversés), le Conseil de Fondation est élu pour un mandat de 3 ans et se réunit au moins 3 fois par an. Composition au 31 décembre 2024.

Jean-Paul Faugère, Président

Haut fonctionnaire

Bernard Firmenich, Vice-président (jusqu'en déc. 2024)

Ancien Directeur Supply Chain et e-Business, Firmenich SA

Eric Bertier, Trésorier (depuis mars 2024)

Bénévole expert engagé auprès de la Fondation Apprentis d'Auteuil, ancien Audit Partner de PwC France

André Altmeyer, Membre

Directeur général adjoint, Fondation Apprentis d'Auteuil

Laure Burrus, Membre

Juriste

DIRECTION

Mario Fetz (jusqu'au 30 juin 2024)

Bénédicte Pansier (depuis le 1 juillet 2024)

Valentine Denjoy, Membre

Ancienne chargée de mécénat, musée du Louvre

Louis Fauchier-Magnan, Membre

Equity Partner, Banque Mirabaud & Cie SA Genève

Marc Mandosse, Membre

Banquier chez Goldman Sachs à Genève

Anna Panka André, Membre

Avocate spécialisée dans la propriété intellectuelle

***Bernard Firmenich** nous a quittés le 29 décembre 2024. Il avait rejoint la Fondation en 2017, en tant que vice-président, et n'a jamais cessé d'œuvrer à son développement et son rayonnement en Suisse et à l'international. Nous tenions à lui rendre un dernier hommage et lui témoigner toute notre reconnaissance pour son engagement, sa bienveillance et son grand soutien au cours de toutes ces années.*

RAPPORT

La présentation des comptes est établie en conformité avec Swiss GAAP RPC.

La société de révision A. Gautier, Société Fiduciaire SA a contrôlé les comptes annuels; lors de son contrôle, elle n'a pas rencontré d'éléments lui permettant de conclure que les comptes ne sont pas conformes à la loi et aux statuts.

Son rapport de révision et le rapport financier complet peuvent être consultés sur le site internet <https://faai.ch/publications>

Bilan

au 31 décembre 2024 (en francs suisses)

ACTIFS	2024	2023
Actifs circulants		
Trésorerie	639'856.40	1'090'205.81
Titres détenus à court terme	650'000.00	-
Autres créances à court terme	433.40	621.89
Actifs de régularisation (actifs transitoires)	10'262.97	68'471.88
Total actifs circulants	1'300'552.77	1'159'299.58
Actifs immobilisés		
Immobilisations corporelles meubles	8'876.07	7'838.42
Immobilisations incorporelles	10'255.20	13'673.59
Total actifs immobilisés	19'131.27	21'512.01
Total actifs	1'319'684.04	1'180'811.59
PASSIF	2024	2023
Engagements à court terme		
Autres dettes à court terme relatives aux charges salariales (sans intérêts)	31'668.00	33'923.75
Passifs de régularisation (passifs transitoires) et provisions à court terme	21'629.37	8'476.36
Total engagements à court terme	53'297.37	42'400.11
Fonds affectés		
Fonds affectés	163'175.06	311'488.00
Total fonds affectés	163'175.06	311'488.00
Total capitaux étrangers	216'472.43	353'888.11
Capital de l'organisation		
Capital de la Fondation	100'000.00	100'000.00
Bénéfice ou perte reporté	726'923.48	803'934.73
Bénéfice ou perte de l'exercice	276'288.13	-77'011.25
Total capital de la Fondation	1'103'211.61	826'923.48
Total passif	1'319'684.04	1'180'811.59

Compte d'exploitation

au 31 décembre 2024 (en francs suisses)

	2024	2023
Dons affectés	2'003'408.60	2'216'267.30
Projet plaidoyer	239'160.00	-
Contribution, Etat de Genève	184'447.00	60'000.00
Produits affectés	2'427'015.60	2'276'267.30
Dons	714'808.86	626'409.47
Autres produits	2'800.00	-
Coûts refacturés	183'758.29	164'654.00
Revenus de sous-location	48'996.00	48'996.00
Produits non affectés	950'363.15	840'059.47
Total des produits d'exploitation	3'377'378.75	3'116'326.77
Charges directes des projets	-2'086'168.60	-2'316'137.40
Résultat brut après contributions aux projets	1'291'210.15	800'189.37
Charges de personnel	-905'989.78	-784'162.47
Autres charges d'exploitation	-262'347.54	-193'409.90
Résultat d'exploitation avant amortissements et intérêts	122'872.83	-177'383.00
Amortissements et corrections de valeur des immobilisations	-8'851.74	-7'557.54
Résultat d'exploitation avant intérêts	114'021.09	-184'940.54
Charges financières	-892.02	-21'145.59
Produits financiers	14'450.02	1'776.53
Résultat d'exploitation	127'579.09	-204'309.60
Produits hors exploitation	396.10	1'198.35
Résultat avant variation du capital des fonds	127'975.19	-203'111.25
Variation du capital des fonds	148'312.94	126'100.00
Résultat annuel	276'288.13	-77'011.25

« *L'éducation doit être adaptée aux besoins des enfants en situation de rue. Il faut reconnaître leurs spécificités : coûts cachés, fatigue, lacunes dans l'éducation.* »

Luis Pedernera, vice-président du Comité des droits de l'enfant

